

**Administration contractante : European Partnership for Democracy**

**Programme d’Appui à la Société Civile**

**Formulaire de demande de subvention**

Référence: <PASC\_AAP>

Date limite de soumission des demandes :

**17 Décembre 2015**

Pour réduire les dépenses et les déchets, nous vous recommandons fortement de n'utiliser que du papier pour votre dossier (pas de chemise ou intercalaire en plastique). Veuillez aussi, si possible, l'imprimer en recto-verso.

|  |  |
| --- | --- |
| Intitulé de l'action | CARTOGRAPHIE CITOYENNE |
| Numéro et intitulé du lot | 2 & 3 |
| Lieu(x) de l'action | *RAS DJEBEL (gouv BIZERTE) & KASSERINE* |
| Nom du demandeur | *Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives Tunisie (F.C.T.R. – TUNISIE)* |
| Nationalité du demandeur[[1]](#footnote-1) | *TUNISIENNE* |

|  |  |
| --- | --- |
| Dossier N° |  |
| (pour usage interne seulement) | |

|  |  |
| --- | --- |
| Contrat en cours/Numéro de fichier d'entité juridique (s'il est disponible)[[2]](#footnote-2)SO |  |
| Statut juridique[[3]](#footnote-3) | ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF |
| Codemandeur[[4]](#footnote-4) | Nom, nationalité et date de création, statut juridique, liens avec le demandeur ou codemandeur |

|  |  |
| --- | --- |
| Coordonnées du demandeur à utiliser dans le cadre de la présente action | |
| **Adresse postale:** | 11 AVENUE HABIB THAMEUR TUNIS 1069 |
| **Numéro de téléphone**:(fixe et mobile)indicatif pays + indicatif ville + numéro | +216 28 072655  +216 71 353 827 |
| **Numéro de fax:** indicatif pays + indicatif ville + numéro | +216 71 353 827 |
| **Personne de contact pour cette action:** | TAREK BEN HIBA |
| **Adresse électronique de la personne de contact:** | t.benhiba@yahoo.fr |
| **Adresse:** |  |
| **Site web de l'organisation:** | Kcit.org // |

**Tout changement relatif aux adresses, numéros de téléphone, numéros de fax et à l'adresse e-mail doit être notifié par écrit l'administration contractante. L'administration contractante ne sera pas tenue pour responsable s'il n'est pas en mesure de contacter le demandeur.**

**TABLE DES MATIÈRES**

1. INSTRUCTION POUR L’ELABORATION DU FORMULAIRE ………………. 4

1.1 RESUMEE DE L’ACTION…………………………………………………4

1.2 PERTINENCE DE L’ACTION……………………………………………..5

2. L’ACTION …………………………………………………………………………..8

2.1 DESCRIPTION DE L’ACTION …………………………………………….8

2.2 EXPERIENCE DU DEMANDEUR…………………………………………11

3. LE DEMANDEUR ………………………………………………………………….13

4. LES CODEMANDEURS ……………………………………………………………26

5. LES ASSOCIES DU DEMANDEUR ……………………………………………….29

6. LISTE DEE CONTRÔLE …………………………………………………………….30

7. DECLARATION DU DEMANDEUR ………………………………………………32

## Instructions pour l'élaboration DU FORMULAIRE

Le demandeur doit s'assurer que le texte:

* n'excède pas le nombre de page indiqué dans chaque rubrique (format A4) de caractères Arial 10 avec 2 cm de marges, interligne simple;
* fournit les informations demandées dans les rubriques ci-dessous, dans l'ordre dans lequel elles sont demandées, et proportionnellement à son importance relative (voir les notes pertinentes indiquées dans la grille d'évaluation et dans les lignes directrices);
* fournit des informations complètes (étant donné que la grille d'évaluation ne sera appliquée qu'aux informations figurant dans la note succincte de présentation);
* est rédigé de manière la plus claire possible afin de permettre son évaluation.

### Résumé de l'action

Prière de compléter le tableau ci-dessous, qui ne doit pas dépasser **2 pages**.

|  |  |
| --- | --- |
| Titre de l'action: | CARTOGRAPHIE CITOYENNE |
| Lot : | Lot Numéro ⁯ 2 & 3 |
| Lieu(x) de l'action: - *indiquez le(s) pays et/ou la/les région(s) qui bénéficieront de l'action* | RAS DJEBEL (gouvernorat de Bizerte)  Kasserine |
| Durée totale de l'action (*mois*): | 4 mois |
| Financement demandé (montant) | 10 000€ |
| Financement demandé (pourcentage) | 100% |
| Objectifs de l'action | <*Objectif(s) global/globaux*> produire une information précise et utile à l’action sur la demande d’emploi, le profil et la situation des chômeurs des délégations concernées  <*Objectif(s) spécifique(s)*>création de nouveaux services d’accompagnement pour les chômeurs .  Création d’un réseau fédérant les associations, les services publics et les collectivités locales pour l’animation d’un projet territorial  Création d’un dispositif de production et de partage de connaissance sur la demande et l’offre d’emploi.  Mise en pratique de la convention cadre avec la direction générale de la formation professionnelle. |
| Groupe(s) cible(s)[[5]](#footnote-5) | Demandeurs d’emplois et entreprises des délégations de Ras Djebel et de Kasserine |
| Bénéficiaires finaux[[6]](#footnote-6) | Jeunes chômeurs et les acteurs publics et associatifs impliqués dans l’insertion économique et sociale. |
| Résultats estimés | 2 enquêtes - création de bases de données et de cartes  Constitution d’un réseaux multi-acteurs et fondations pour un projet de territoire porteur d’une dynamique de performance des services aux jeunes chômeurs (médiation, formation, accompagnement) et de développement d’activités économiques et de services collectifs sources d’emploi et de création d’activités pour et/ou par les jeunes, notamment en économie sociale et solidaire |
| Activités | Enquête ; workshops et forums citoyens ; production de nouveaux services pour les chômeurs ; montages de 2 réseaux territoriaux d’accompagnement de montages de projets jeunes en économie sociale et solidaire |

### Pertinence de l'action (max. 4 pages)

#### Pertinence par rapport aux objectifs/secteurs/thèmes/priorités spécifiques de l'appel à propositions

#### Pertinence par rapport aux besoins et contraintes particuliers du/des pays cibles, de la/des région(s) cible(s) et/ou des secteurs concernés (y compris les synergies avec d'autres initiatives de l'UE et l'absence de double emploi)

#### Décrire et définir les groupes cibles et bénéficiaires finaux, leurs besoins et leurs contraintes et indiquer comment l'action abordera ces besoins

Il s’agit de conduire une enquête directe de recensement des chômeurs, de leur profil de compétences, de leurs attentes, dans les délégations de Ras Djébel et de Kasserine, via un questionnaire passé par des enquêteurs recrutés localement, en impliquant dans ce projet les associations locales concernées (celles qui travaillent sur le chômage et sur les jeunes en particulier), les institutions locales, les services chargés de l’emploi.

Il s’agit parallèlement de dresser un inventaire des entreprises, des emplois qu’elles proposent et des compétences attendues, dans le but de construire une médiation offre-demande d’emploi plus efficace.

Il s’agit enfin de se servir de cette enquête pour impulser une démarche de développement local, débouchant notamment sur des initiatives en économie sociale et solidaire et sur de nouvelles pratiques de coopération locale.

Ces initiatives et pratiques apparaissent d’autant plus nécessaires dans le cas de Ras Djebel, l’arrivée en nombre de nouvelles populations attirées par l’implantation des entreprises dans ce territoire a pu fragiliser le lien social (décalage entre les attentes de populations arrivantes et anciennes, et entre leurs perceptions de la situation), tandis que dans le cas de Kasserine, le chômage endémique des jeunes se double d’une fracture entre jeunes diplômés et jeunes non diplômés ou issus de milieux socialement et économiquement fragilisés.

Le projet d’enquête-action se veut ainsi une contribution active à la préparation du processus de décentralisation qui conduira les nouvelles collectivités locales et la société civile à inventer de nouvelles formes de coopération dans la lutte contre la pauvreté et le chômage en construisant non seulement des services mais aussi des initiatives de développement économique social et solidaire

## l'action

### Description de l’action

#### Description (maximum 6 pages)

**I – le projet d’enquête action à Ras Djebel & Kasserine**

Objectifs opérationnels du projet

L’objectif opérationnel du projet est avant tout de produire une information précise et utile à l’action sur la demande d’emploi, le profil et la situation des chômeurs,

* pour construire de nouveaux services adaptés et de nouvelles opportunités

en s’appuyant pour cela :

* sur la mobilisation des acteurs (délégation, municipalités, associations et services publics)
* et sur la mobilisation des chômeurs eux-mêmes, à travers leur implication dans l’enquête mais aussi à travers la mise en place de nouveaux services qui leur permettent d’agir efficacement et de façon autonome ( individuellement et/ou collectivement) en disposant de bases d’information utiles et actualisées, d’appuis et de conseils , de médiations, de soutien à leur projets.

C’est pourquoi, parallèlement à l’enquête auprès des chômeurs, il s’agit aussi de :

• dans le cas de Rs Djébel spécifiquement marqué par l’implantation d’entreprises, de recenser les entreprises existantes, de dresser un profil des emplois et des compétences attendues (et mettre en place une méthode et des outils permettant d’actualiser cette connaissance dans la durée)

• instaurer un cadre de coopération locale multi-acteurs dans le but de construire collectivement les réponses qui résulteront de l’exploitation des enquêtes.

Le projet vise d’ors et déjà et produire des réponses opérationnelles à trois niveaux :

1 - Des services d’accueil et d’accompagnement des chômeurs, organisés en réseau local et basés sur une prise en compte de leurs profils et de leurs attentes, en mobilisant pour cela :

• des outils d’orientation basés sur les résultats de l’enquête,

• des outils d’accès à l’information sur les entreprises et leurs emplois, mais aussi sur les formations et les dispositifs publics d’aide et/ou de prise en charge.

• des moyens humains et des méthodes adaptées pour accueillir, accompagner (individuellement, mais aussi collectivement) et opérer les médiations concrètes entre d’une part l’offre d’emploi locale ou distante et d’autre part , la demande d’emploi locale.

2 – Un réseau structuré fédérant les associations, les institutions locales (en particulier les futures municipalités) et les entreprises pour l’animation d’un projet territorial de lutte contre le chômage et porteur d’initiatives de développement économique social et solidaire. Le champ de l’économie sociale et solidaire constituant à la fois une réponse en termes de diversification des opportunités, de cohésion sociale ; et aussi un cadre pour construire des parcours d’insertion adaptés aux publics les plus fragilisés.

3 – Un dispositif de production et de partage de connaissances actualisées sur la demande et l’offre, nécessaire à l’action efficace, et qui constitue aussi un puissant outil de mobilisation locale s’il est construit de manière collaborative avec l’ensemble des acteurs concernés

**II – Déroulement et Méthodologie**

Le projet s’articule en quatre temps :

1. Fédérer le partenariat local dans la phase d’élaboration de l’enquête

2. Conduire l’enquête

3. Exploiter les résultats

4. Construire des réponses opérationnelles et poser les bases d’un projet de territoire

**1.Fédérer le partenariat local dans la phase d’élaboration de l’enquête**

Basé sur l’expérience de l’association **Création et Créativité pour le Développement et l’Embauche** (CCDE) de Ras Djebel et de **l’Association Tunisienne de Défense des Demandeurs d'Emploi en Kasserine** (ATDDEK) **et leurs partenaires** (associations et institutions locales), qui ont une forte implantation et déjà une expérience d’enquête locale, la phase de mobilisation s’appuiera notamment sur la définition collaborative des territoires d’enquête via l’usage de la cartographie collaborative ( l’outil UMAP d’OpenStreetMap ) pour définir les zonages pertinents permettant non seulement de planifier l’enquête mais aussi de construire un outil cartographie statistique durable pour la visualisation de la demande d’emploi et de ses évolutions.

L’usage de la cartographie collaborative pour construire les territoires d’enquête est non seulement utile d’un point de vue scientifique et opérationnel (prendre l’impact des disparités sociales dans le territoire), mais il est tout autant un bon moyen de construire collectivement (réseau multi-acteurs) les cadres de réception des résultats et d’action qui pourront en découler.

*Voir ci-après la note complémentaire sur l’outillage cartographique, les données disponibles au départ et l’opportunité des enquêtes.*

**2. Conduire l’enquête**

Animation par CCDE et ATDDEK avec l’appui du réseau d’experts associé au projet (via Cartographie Citoyenne/ FTCR)

2.1 élaborer le questionnaire « chômeurs » et le questionnaire « Entreprises »

2.2 tester les questionnaires sur un échantillon restreint

2.3 recruter localement et former une équipe d’enquêteurs

2.4 conduire l’enquête sur un intervalle de temps resserré (1 mois ou 1 mois et ½) en veillant non seulement à la qualité du recueil d’information et notamment au bon référencement des géographique des domiciles, mais aussi à la composition de l’échantillon au regard des profils de population (genre, âge, durée de chômage, expérience professionnelle partielle ou non, diplômés du supérieur, de la formation professionnelle, non diplômés/ niveau de formation en sortie d’école)

2.5 saisir les questionnaires sur une base de données d’enquête (type Modalisa ou autre)

**3.Exploiter les résultats**

dépouillement Co-réalisé CCDE et ATDDEK et les experts associés au projet (via Cartographie Citoyenne/ FTCR)

Analyse en mode partagé avec les acteurs et construction collective de l’analyse et des enjeux pour l’action, en co-animation équipe d’experts et CCDE et ATDDEK

Dans la phase d’exploitation proprement dite, on cherchera à rapprocher les données d’enquête et les données produites par les services locaux ou par les sources officielles, ceci dans le but d’assurer une étalonnage cohérent de l’enquête et de construire pas à pas un système local d’information partagé et cohérent.

**4.Construire des réponses opérationnelles et poser les bases d’un projet de territoire**

* Groupe de travail multi-acteurs animé par CCDE et ATDDEK, y compris des jeunes mobilisés au cours de l’enquête

Construction de pistes d’action au regard des enjeux. On utilisera notamment des méthodes d’analyse croisées besoins-enjeux-ressources et/ou des méthodes point forts - points faibles (type méthode SWOT) quant aux ressources et savoir-faire du territoire pour faire face aux enjeux.

* Workshops avec des groupes de jeunes enquêtés (composés selon les thématiques clés de résultats de l’enquête). Ces workshops sont conçus comme cadres de restitution participative de l’enquête.
* Forum citoyen invitant l’ensemble des acteurs concernés, de toutes affiliations associatives et politiques, à partager les résultats et formuler les enjeux d’un projet de territoire porté au débat dans le cadre des futures élections locales.

**III - A propos des outils cartographiques, des données disponibles et de l’opportunité des enquêtes**

***La cartographie collaborative comme outil à la fois fédérateur et opérationnel***

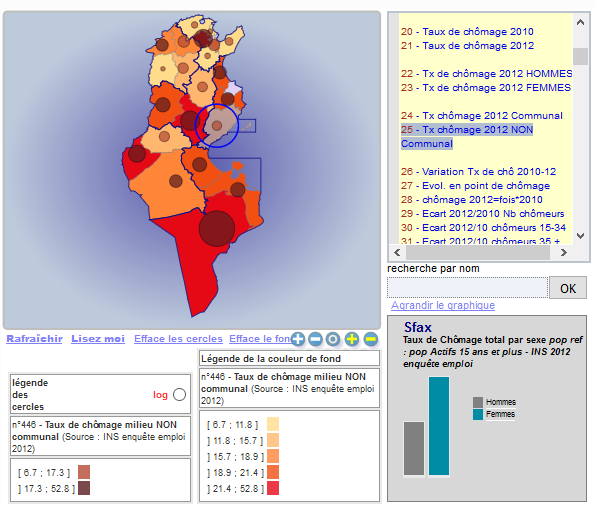
L’interface UMAP d’OpenStreetMap présente le double intérêt d’être facilement appropriable par des non spécialistes et de permettre l’élaboration de zonages en temps réel au cours de réunions de travail (vidéo projection).

La plupart des acteurs ayant une connaissance du territoire, cette étape collective permet d’une part d’atteindre une plus grande cohérence des zonages, mais aussi de construire une communauté d’interprétation partagée. Ce procédé constitue en ce sens un puissant levier de développement de coopérations durables dans le territoire.

***La cartographie statistique à usage collaboratif***

Le suite d’outils (suitecairo) proposée par *Cartographie Citoyenne* permet

* non seulement de projeter les données statistiques sur des cartes interactives,
* mais aussi de construire collectivement des scénarios pour explorer les données et partager les analyses.

Ces moments de travail collectif de scénarisation permettent de produire de la connaissance partagée, mais aussi de contextualiser les enjeux selon les territoires, en s’appuyant sur les l’expérience et les connaissances empiriques des acteurs participants, de sorte que le passage du chiffre à la conception de stratégies d’action concrète se trouve facilitée *(dimensionner l’action en fonction du contexte et de la spécificité des territoires ou des quartiers et des situations de leurs populations, en fonction des disparités sociales et territoriales).*

***Les ressources statistiques disponibles au départ et la nécessité de l’enquête.***

Concernant la cartographie statistique du chômage, on dispose déjà d’indicateurs de références basées sur la cartographie des dernières « enquêtes emploi » de l’INS qui décrivent avec un bon niveau de détail la structure du chômage et de l’emploi par gouvernorat, milieu rural et urbain, âge, sexe, niveau d’instruction, secteur d’activité … ( <http://kcit.org/site0/index7.html> ). Ces sources sont complétées par les données du recensement 2014.

Ces sources de données ne sont cependant pas disponibles au niveau des délégations ni infra-délégation.

Si l’on dispose aussi des données des services publics de l’emploi et du Ministère, celles-ci restent tributaires de la fréquentation partielle des chômeurs et par ailleurs ne sont pas géo référencées finement à ce stade.

Le déficit d’information territorialisée et actualisée qui en résulte sur la situation des jeunes chômeurs et chômeuses est en grande partie à l’origine des projets d’enquête, qui visent en premier lieu à construire à la fois une représentation qualitative plus fine, une contextualisation territoriale et à terme un système d’information locale quantitatif et qualitatif à la fois plus fiable, plus partagé et durable.

**II – Livrables**

***Les livrables matérialisés sont :***

• Les rapports des deux enquêtes sur le chômage et aussi sur les entreprises à Ras Djebel,

• les comptes rendus des groupes de travail

• La géographie d’enquête et l’outil technique de représentation statistique et cartographique

• Les bases de données sources produites et leur mise en forme / tableur et cartographie

• Les comptes rendus des groupes de travail multi-acteurs et les préconisations résultant de ces groupes

• Une maquette de projet de territoire pour la lutte contre le chômage et pour le développement de l’emploi, intégrant

o les pistes de projets de services,

o les modalités de fonctionnement en réseau local,

o et le développement de réponses dans le champ de l’économie sociale et solidaire

***Livrables immatériels :***

• Connaissances produites et partagées

• Mobilisation des acteurs

• Instances et charte de fonctionnement

• Nouveaux savoir-faire

#### Durée et plan d'action indicatif pour la mise en œuvre de l'action (maximum 4 pages)

La durée de l’action sera de <4> mois.

Le plan d’action sera rédigé conformément au modèle suivant:

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Durée du projet : 4 MOIS | | | | | | | | | | | | | | |
|  | Semestre 1 | | | | | | | Semestre 2 | | | | | |  |
| Activité | | Mois 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | Organisme responsable de la mise en œuvre |
| Exemple | | exemple |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | Exemple |
| Préparation Activité 1 (Fédérer le partenariat local dans la phase d’élaboration de l’enquête) | | **X** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | Demandeur/codemandeur et/ou partenaire associé |
| Exécution Activité 2 (Conduire l’enquête) | |  | **X** | **X** |  |  |  |  |  |  |  |  |  | Demandeur/codemandeur et/ou partenaire associé |
| Activité 3 (Exploiter les résultats) | |  |  |  | **X** |  |  |  |  |  |  |  |  | Demandeur/codemandeur et/ou partenaire associé |
| Activité 4 5 Construire des réponses opérationnelles° | |  |  |  | X |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

#### Durabilité de l'action (maximum 2 pages)

Fournir **toutes** les informations demandées ci-dessous :

* décrire l'impact attendu de l'action en incluant si possible les données quantifiées, aux niveaux technique, économique, social et politique (l'action va-t-elle améliorer la législation, les codes de conduites, les méthodes, etc.?);
* décrire un plan de diffusion et les possibilités de duplication et d'extension des résultats de l'action (effet multiplicateur), en indiquant clairement tout canal de diffusion envisagé;
* fournir une analyse détaillée des risques et plans d'urgence. Celle-ci doit inclure une liste des risques associés à chaque action proposée, accompagnée des mesures permettant d'y faire face. Une bonne analyse des risques inclura une série de risques types incluant les risques physiques, environnementaux, politiques, économiques et sociaux;
* décrire les principales conditions préalables et hypothèses pendant et après la phase de mise en œuvre;
* expliquer comment l'action sera rendue durable une fois menée à son terme. Il peut s'agir d'actions de suivi nécessaires, de stratégies internes, de l'appropriation, de plans de communication etc... Veuillez faire la distinction entre les quatre dimensions suivantes de la durabilité:

1. durabilité financière: par exemple le financement des activités de suivi, les sources de revenu pour couvrir tous les coûts opérationnels et les coûts de maintenance futurs;
2. niveau institutionnel: par exemple les structures qui permettraient aux résultats de l'action de rester en place après la fin de celle-ci, renforcement des capacités, accords et «appropriation» locale des résultats de l’action;
3. viabilité au niveau politique, par exemple, le cas échéant, l'impact structurel (législations améliorées, cohérence avec des cadres, codes de conduite ou méthodes existants);
4. viabilité environnementale (quel impact aura l'action sur l'environnement?; mentionner les conditions mises en place pour éviter des effets négatifs sur les ressources naturelles dont l'action dépend ainsi que sur l'environnement naturel au sens large).

**Impacts attendus de l’action :**

1. Créer une dynamique territoriale multi-acteurs centrée sur l’amélioration de l’efficacité des services rendus aux chômeurs et chômeuses jeunes et notamment sur l’accompagnement de leurs projets de créations d’activités de services et de production dans le cadre des structures de l’économie sociale et solidaire
2. Inscription de ce projet dans le débat public dans le cadre de la décentralisation (projets de territoires)
3. Placer les jeunes au centre des projets de territoires multi-acteurs
   1. Mobilisation des jeunes sur les fonctions d’animation, de communication et d’accompagnement dans le projet de territoire, notamment via les programmes d’aides publics à l’emploi
   2. Montage de workshop liés au projet
   3. Impulsion d’actions de *capacity bulding* en montage de projet.

**Plan de diffusion**

Si l’objectif est d’avant tout de réussir les projets de Ras Djebel et Kasserine, l’ambition est aussi de déployer ce type de démarches dans d’autres territoires.

Nous savons déjà que cette démarche repose sur une alliance de trois types de compétences :

* Un acteur ou un groupe d’acteurs de terrain solidement implanté.
* Des institutions et des services publics ouverts à la coopération.
* Un réseau d’expertise technique et scientifique en appui du projet.

Si notre ambition n’est pas d’être présents dans de nombreux territoires, elle est cependant d’initier une dynamique qui pourrait fonctionner en réseau. Dans cet objectif, nous prévoyons deux types d’actions et d’outillages visant la démultiplication :

* Une conférence de restitution largement ouverte
* La production d’un mémoire méthodologique enrichi de témoignages.

Les actes de cette conférence et les outils seront diffusés par plusieurs biais, notamment notre site kcit.org, les réseaux sociaux ou encore par les voies de communications de nos principaux partenaires : solidarité laïque, le ministère de la formation et les associations de chômeurs, les réseau d’économie social et solidaire mobilisés par les porteurs locaux ATDDEK (Kasserine) et CCDE (Ras Djebel) …

**Risques et enjeux :**

Il y a lieu de distinguer les 2 territoires :

***La délégation de Ras Djebel*** est marquée, particulièrement depuis 5 ans, par un apport important de nouvelles populations attirées par l’implantation d’entreprises (textile et activités connexes). Il en découle une forte demande d’emplois avec un risque de compétions entre anciennes et nouvelles populations ; risque entretenu par une certaine méconnaissance de ces populations et en particulier de leurs situations de chômage, de leurs demandes d’emplois et de leurs profils de compétences. C’est ainsi que l’un des enjeux clef du projet est de contribuer par l’enquête et ses débouchées opérationnels (partage de l’information, nouveaux services et réseaux multi-acteurs) à la consolidation de la cohésion sociale locale.

***Kasserine*** ***ville*** : dans cette ville particulièrement marquée par l’implication des jeunes dans la révolution, c’est non seulement le chômage des jeunes générations qui est un enjeu mais aussi la fracture entre les jeunes diplômés et non diplômés ; ces derniers étant les moins connus et les moins touchés par les services publics et acteurs associatifs. Sur ce plan particulier la démarche d’enquête et de projet territorial a pour objectif à la fois de spécifier et d’unifier l’action territoriale en direction des jeunes chômeurs. C’est pour cela que l’enquête sera conduite selon des formes diversifiées collectives et individuelles et dans des lieux diversifiés (services de l’emploi, associations, lieux de fréquentations des jeunes – cafés)

***En transversal, l’enjeu de mieux connaître le chômage des jeunes femmes pour mieux agir :***

L’évaluation du chômage des jeunes femmes pose des problèmes de quantification tout autant que de qualification, pour lesquels la stratégie d’enquête devra être ajustée en mobilisant notamment des relais associatifs et des groupes de jeunes femmes pour parvenir à construire un échantillon d’enquête permettant une représentation adéquate de leur situation et de leurs attentes.

***Dimensionnement et attendus spécifiques des enquêtes.***

Sur cette question, il y a aussi lieu de distinguer les situations de Kasserine Ville et de Ras Djebel en raison du volume de population et du contexte territorial (semi rural dans la délégation de Ras Djébel et Urbain à Kasserine ville). Ainsi, si l’enquête conduite à Ras Djebel sur un échantillon de 1500 à 2000 personnes peut fournir directement une bonne représentation de la situation du chômage des jeunes, en revanche, à Kasserine, avec un échantillon visé de 850 à 1000 personnes, c’est plus vers une représentation typologique que l’on orientera l’enquête, ces deux approches pouvant cependant se rejoindre par des méthodes d’indexation adaptées (redressement des échantillons à titre estimatif par l’indexation à d’autres sources de données sur le chômage et sur la population)

**Plan de durabilité :**

La durabilité exprimée selon les 4 volets - financier, institutionnel, politique et environnemental - peut se décliner comme suit :

**Volet financier** :

Au-delà de la phase d’enquête, c’est les capacités à formaliser collectivement le projet de territoire qui permettra de mobiliser les ressources nécessaires à la durabilité du projet et ses extensions ; en particulier à travers trois aspects :

1°) mobilisation concertée publique et privée d’aides au développement territorial et notamment des aides à l’emploi.

2) capacité collective de production de projet et de création d’activité notamment en économie sociale et solidaire.

3) inscription de toutes ou parties des objectifs du projet dans les priorités des nouvelles collectivités territoriales.

**Volet institutionnel**

La durabilité repose ici sur trois facteurs :

1. Comme cité précédemment, l’inscription du projet dans les priorités des nouvelles collectivités territoriales.
2. La vitalité de l’accord de coopération avec la direction générale de la formation professionnelle.
3. L’inventivité des nouvelles formes de coopération « associations /services publics.

**Volet politique**

S’agissant d’un enjeu de territoire et de développement économique et social, il convient de réussir la mobilisation de toutes les forces politiques en compétition sur l’enjeu électoral. C’est pourquoi la mise en œuvre du projet débouchera sur un forum citoyen mobilisant l’ensemble des forces associatives, toutes affiliations comprises, à l’instar de celui que nous avons initié à Mahres en Octobre 2015.

**Volet environnemental**

Si les débouchés environnementaux ne sont pas le cœur du projet, ils en constituent néanmoins d’importants sujets de déploiement. En effet, tant à Kasserine qu’à Ras Djebel, les nouveaux services proposés concerneront aussi l’aménagement urbain, le recyclage et le tri, le développement rural durable dans le cas de la délégation de de Ras Djebel… qui sont autant de valeurs ajoutées attendues des nouvelles collectivités et un bon terrain de déploiement pour l’économie sociale et solidaire territoriale.

Veuillez compléter l'Annexe C des lignes directrices à l’intention des demandeurs.

#### Budget, montant demandé à l'administration contractante et autres sources de financement attendues

Complétez l'annexe B des lignes directrices à l'intention des demandeurs au sujet des points suivants :

* le budget de l'action (feuille de calcul 1) pour la durée totale de l'action;
* la justification du budget (feuille de calcul 2) pour la durée totale de l'action.

Veuillez noter que le coût de l'action et la contribution demandée à l’administration contractante doivent être indiqués en Euros.

### Expérience du demandeur

Ces informations permettront d'évaluer si vous avez une expérience suffisante et stable de la gestion d'actions dans le même secteur et à une échelle comparable à celle pour laquelle une subvention est demandée.

1. Pour des actions similaires

Veuillez donner une description détaillée des actions réalisées dans le même secteur et à une échelle comparable à celle pour laquelle une subvention est demandée et gérées par votre organisation au cours des trois dernières années.

1 page maximum par action.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du demandeur: FTCR TUNISIE** | | | | | |
| **Intitulé du projet:** | | **Secteur (voir point 3.2.2 de la section 3):** | | | |
| **Lieu de l'action** | **Coût de l'action (EUR)** | **Rôle dans l'action: coordinateur, codemandeur, entité affiliée** | **Donateurs pour l'action (nom)[[7]](#footnote-7)** | **Montant de la contribution (du donateur)** | **Dates (de jj/mm/aaaa à jj/mm/aaaa)** |
| …TUNIS | … | … | … | … | … |
| **Objectifs et résultats de l'action** | | | | | |
|  | | | | | |

1. Pour d'autres actions.

Veuillez donner une description détaillée des autres actions gérées par votre organisation au cours des trois dernières années.

1 page maximum par action et 10 actions maximum.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du demandeur:** | | | | | |
| **Intitulé du projet:** | | **Secteur (voir point 3.2.2 de la section 3):** | | | |
| **Lieu de l'action** | **Coût de l'action (EUR)** | **Rôle dans l'action: coordinateur, codemandeur, entité affiliée** | **Donateurs pour l'action (nom)[[8]](#footnote-8)** | **Montant de la contribution (du donateur)** | **Dates (de jj/mm/aaaa à jj/mm/aaaa)** |
| … | … | … | … | … | … |
| **Objectifs et résultats de l'action** | | | | | |
|  | | | | | |

## le demandeur

### Identité

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom de l’organisation** |  |
| **Coordonnées du demandeur pour la présente action** |  |
| **Acronyme** |  |
| **Numéro d'enregistrement (ou équivalent)** |  |
| **Date d'enregistrement** |  |
| **Lieu d'enregistrement** |  |
| **Adresse officielle d'enregistrement** |  |
| **Nationalité** |  |
| **Site web et adresse électronique de l'organisation** |  |
| **N° de téléphone:** indicatif pays + indicatif ville + numéro |  |

**Tout changement d'adresse, de numéro de téléphone, de numéro de fax et d'adresse électronique doit être signalé à l'administration contractante. L'administration contractante ne sera pas tenu pour responsable pour le cas où il ne parviendrait pas à joindre un demandeur.**

### Profil

|  |  |
| --- | --- |
| **Statut juridique** |  |
| **À but lucratif** | □ Oui  □ Non |
| **ONG** | □ Oui  □ Non |

#### Groupe(s) cible(s)

|  |
| --- |
| □ Tout public  □ Enfants-soldats  □ Enfants (moins de 18 ans)  □ Communauté(s) de base  □ Consommateurs  □ Handicapés  □ Toxicomanes  □ Organes éducatifs (écoles, universités)  □ Personnes âgées  □ Malades (malaria, tuberculose, VIH/sida)  □ Peuples indigènes  □ Autorités locales  □ Migrants  □ Organisations non gouvernementales  □ Prisonniers  □ Catégorie professionnelle  □ Réfugiés et déplacés  □ Organismes de recherche/Chercheurs  □ PME/PMI  □ Étudiants  □ Habitants de bidonvilles  □ Victimes de conflits/catastrophes  □ Femmes  X□ Jeunes  □ Autre(s) (veuillez préciser): …………………………….. |

#### Ressources

* **Données financières***Veuillez fournir les informations suivantes, le cas échéant, en vous basant sur les comptes de gestion et le bilan de votre organisation (montants en milliers d'euros)*

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Année | Chiffre d’affaires ou équivalent | Gain net ou équivalent | Total du bilan | Fonds propres ou équivalent | Endettement à moyen et long terme | Endettement à court terme (< 1 an) |
| N[[9]](#footnote-9) |  |  |  |  |  |  |
| N-1 |  |  |  |  |  |  |
| N-2 |  |  |  |  |  |  |

* **Nombre de personnes employées (plein temps ou équivalent)***Veuillez cocher une option pour chaque type de personnel*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Type de personnel | Payé | Non payé |
| Personnel du siège: recruté et basé au siège (situé dans le pays développé) | □ < 10  □ > 10 et < 50  □ > 50 et < 100  □ > 100  □ S.O. | □ < 10  □ > 10 et < 50  □ > 50 et < 100  □ > 100  □ S.O. |

### Liste des membres du conseil d’administration/comité de direction de votre organisation

| Nom | Profession | Fonction | Pays correspondant à la nationalité | Au sein du conseil depuis |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| M. |  |  |  |  |
| Mme |  |  |  |  |

# 

## Les codemandeur(s) (ActeurS PUBLICS)

Cette section doit être remplie pour chaque codemandeurau sens du point 2.1.1 des présentes lignes directrices à l’intention des demandeurs. Vous devez reproduire ce tableau autant de fois que nécessaire pour ajouter des codemandeurs.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | | Codemandeur n° 1 | |
| **Dénomination de la structure publique** | |  | |
| **Coordonnées du codemandeur(s) pour la présente action** | |  | |
| **Acronyme** | |  | |
| **Site web et adresse e-mail de l'organisation** | |  | |
| **N° de téléphone:** indicatif pays + indicatif ville + numéro | |  | |
| **Statut juridique** | |  | |
| **Historique de la coopération avec le demandeur** | |  | |

**Mandat [pour le(s) codemandeur(s)]**

Le(s) codemandeur(s) autorise(nt) le demandeur <indiquer le nom de l'organisation> à soumettre en leur nom le présent formulaire de demande à l'intention du demandeur et de signer le contrat type de subvention (annexe G des lignes directrices à l'intention des demandeurs, «contrat de subvention») avec le PASC («administration contractante ») ainsi qu'à être représenté(s) par le demandeur dans toutes les matières concernant ce contrat de subvention.

J’ai lu et approuvé le contenu de la proposition présentée a l'administration contractante. Je m’engage à satisfaire aux principes de bonne pratique en matière de partenariat.

|  |  |
| --- | --- |
| Nom: |  |
| Organisation: |  |
| Fonction: |  |
| Signature: |  |
| Date et lieu: |  |

## AssociÉ(s) du demandeur participant à l’action

Cette section doit être complétée pour chaque organisation associéeau sens du point 2.1.2 des lignes directrices à l’intention des demandeurs. Vous devez reproduire ce tableau autant de fois que nécessaire pour ajouter des associés.

|  |  |
| --- | --- |
|  | Associé 1 |
| **Dénomination juridique complète (raison sociale)** |  |
| **Pays d'enregistrement** |  |
| **Statut juridique[[10]](#footnote-10)** |  |
| **Adresse officielle** |  |
| **Personne de contact** |  |
| **N° de téléphone:** indicatif pays + indicatif ville + numéro |  |
| **Adresse électronique** |  |
| **Nombre d’employés** |  |
| **Expérience d’actions similaires, en fonction de son rôle dans la mise en œuvre de l’action proposée** |  |
| **Historique de la coopération avec le demandeur** |  |
| **Rôle et participation dans la préparation de l’action proposée** |  |
| **Rôle et participation dans la mise en œuvre de l’action proposée** |  |

## Liste de contrÔle pour le formulaire complet de demande

**<rÉfÉrence de la publication + intitulÉ de l'appel + ligne budgÉtaire>**

|  |  |
| --- | --- |
| **INFORMATIONS ADMINISTRATIVES** | À remplir par le demandeur |
| **Nom du demandeur**  **Nationalité[[11]](#footnote-11)/Pays et date d'enregistrement[[12]](#footnote-12)**  **Statut juridique[[13]](#footnote-13)** |  |
| **Codemandeur[[14]](#footnote-14)**  **Nom du codemandeur**  **Nationalité/pays d'enregistrement:**  **Statut juridique:** |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **avant d'envoyer votre demande, veuillez vÉrifier que chacun des CRITÈRES suivants est ENTIÈREMENT RESPECTÉ et COCHEZ-LES:** | **Cochez les points ci-dessous** | |
| **Intitulé de la proposition : <***indiquer l'intitulé***>** | **Oui** | **Non** |
| **PARTIE 1 (ADMINISTRATIF)**  **1. Le formulaire correct de demande de subvention a été utilisé.** |  |  |
| **2. La déclaration du demandeur est remplie et signée.** |  |  |
| **3. La proposition est dactylographiée et est en français.** |  |  |
| **4. Un original et 2 copie(s) sont joints.** |  |  |
| **5. Une version électronique de la proposition (CD-Rom ou clé USB) est jointe.** |  |  |
| **6. Chaque codemandeur a rempli et signé le mandat, qui est joint.** |  |  |
| **7. Le budget est joint, équilibré et présenté dans le format requis et libellé en EUR** |  |  |
| **8. Le cadre logique est complété et joint.** |  |  |
| **PARTIE 2 (ÉLIGIBILITÉ)**  **9. La durée de l’action ne dépasse pas 4 mois.** |  |  |
| **10. La contribution demandée est comprise entre 5 000 EUR et 10 000 EUR (minimum et maximum autorisés).** |  |  |

## DÉclaration du demandeur

Le demandeur, représenté par le soussigné, signataire autorisé du demandeur dans le cadre du présent appel à propositions, représentant les éventuels codemandeur(s) dans l'action proposée, déclare par la présente que

* le demandeur dispose des capacités techniques et opérationnelles suffisantes pour réaliser l’action proposée ou le programme de travail ;
* le demandeur certifie son statut juridique, celui de ses codemandeur(s) conformément aux parties 3,4 et 5 de la présente demande ;
* le demandeur **et** ses codemandeur(s) disposent des compétences professionnelles et diplômes requis dans la section 2 des lignes directrices à l’attention des demandeurs..
* le demandeur est directement responsable de la préparation, de la gestion et de la mise en œuvre de l’action, le cas échéant avec le(s) codemandeur(s) et n'agit pas en qualité d’intermédiaire;
* le demandeur et, le cas échéant, chaque codemandeur peuvent fournir immédiatement, sur demande, les pièces justificatives mentionnées au point 2.4 des lignes directrices à l’intention des demandeurs;
* le demandeur et, le cas échéant, chaque codemandeur sont éligibles conformément aux critères définis aux points 2.1.1 et 2.1.2 des lignes directrices à l’intention des demandeurs;
* s'il est recommandé pour l'octroi d'une subvention, le demandeur accepte les conditions contractuelles telles que fixées dans le contrat standard annexé aux lignes directrices à l’intention des demandeurs (annexe G);
* le demandeur, le(s) codemandeur(s) sont conscients que, pour assurer la protection des intérêts financiers de l'Union européenne, leurs données à caractère personnel peuvent être communiquées aux services d'audit interne, à la Cour des comptes européenne, à l'instance spécialisée en matière d'irrégularités financières ou à l'Office européen de lutte antifraude.

Il s'agit des sources et montants de financement de l'Union obtenus ou demandés pour l'action ou partie de l'action ou pour son fonctionnement pendant le même exercice ainsi que de tout autre financement obtenu ou demandé pour la même action.

<Énumérer les sources et montants et indiquer le statut (demandé ou attribué).>

Le demandeur est pleinement conscient de l'obligation d'informer sans délai l'administration contractante auquel cette demande est soumise si la même demande de financement faite à d'autres services de la Commission européenne ou à des institutions européennes a été acceptée par eux après soumission de cette demande de subvention.

Le demandeur est conscient qu’il s’expose à des sanctions financières et administratives s’il est reconnu coupable de fausse déclaration, en vertu de l’Article 131(5) du règlement financier du 25 octobre 2012 applicable au budget général de l’Union (Journal Officiel L 298 du 26.10.2012, p.1) et Article 145 des Règles d’Application (Journal Officiel L 362 du 31.12.2012, p.1)

Signée au nom et pour le compte du demandeur

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom** |  |
| **Signature** |  |
| **Fonction** |  |
| **Date** |  |

1. Les statuts d'une organisation doivent montrer que cette dernière a été créée conformément à la législation nationale du pays concerné et que son siège social est situé dans un pays éligible. Toute organisation établie dans un pays différent ne peut être considérée comme une organisation locale éligible. Voir les notes de bas de page des lignes directrices de l'appel. [↑](#footnote-ref-1)
2. Si un demandeur a déjà signé un contrat avec la Commission européenne et/ou s'il a été informé de son numéro de fichier d'entité juridique. Dans le cas contraire, indiquer «S.O.» (sans objet). [↑](#footnote-ref-2)
3. Par exemple association sans but lucratif, entité gouvernementale, organisation internationale. [↑](#footnote-ref-3)
4. Veuillez utiliser une ligne pour chaque codemandeur. [↑](#footnote-ref-4)
5. Les «groupes cibles» sont les groupes/entités qui bénéficieront directement de l'action au niveau de l'objectif de cette dernière. [↑](#footnote-ref-5)
6. Les «bénéficiaires finaux» sont ceux qui tireront un profit à long terme de l'action au niveau de la société ou du secteur au sens large. [↑](#footnote-ref-6)
7. Si le donateur est l'Union européenne ou un État membre de l'UE, veuillez préciser la ligne budgétaire de l'UE, du FED ou de l'État membre de l'UE. [↑](#footnote-ref-7)
8. Si le donateur est l'Union européenne ou un État membre de l'UE, veuillez préciser la ligne budgétaire de l'UE, du FED ou de l'État membre de l'UE. [↑](#footnote-ref-8)
9. N = année financière précédente [↑](#footnote-ref-9)
10. P.ex. sans but lucratif, organisme gouvernemental ou organisation internationale [↑](#footnote-ref-10)
11. Pour les personnes. [↑](#footnote-ref-11)
12. Pour les organisations [↑](#footnote-ref-12)
13. Par exemple association sans but lucratif, entité gouvernementale ou organisation internationale [↑](#footnote-ref-13)
14. Ajoutez autant de lignes que de codemandeurs [↑](#footnote-ref-14)